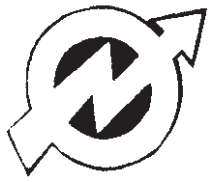


OKUPE!!!



n° 44

27 mars 2004

www.squat.net/ea

MANIFESTATION contre la crise du logement, la spéculation et les expulsions

LE CRIME C'EST pas les squats, mais LA SPÉCULATION

Y a-t-il un logement dans ma ville? La crise du logement s'empire sans cesse à Lausanne depuis quelques années (on considère qu'il y a pénurie en dessous de 1,5% de logements vacants et nous en sommes à 0,2% !). La pénurie permet aux gérances d'écarter systématiquement les candidat-e-s à faible revenu, précaires ou hors-norme. Quant aux autres, ils consacrent environ un tiers de leur revenu à leur loyer, qui sont parmi les plus chers d'Europe.

La crise touche tout le monde, sauf les grandes gérances de la place qui claironnent dans la presse leurs excellents résultats. Dans un tel contexte, comment espérer l'application du droit au logement récemment entré dans la nouvelle Constitution vaudoise?

Les quelques nouveaux complexes de subventionnés ne suffisent de loin pas à résorber la pénurie. Pendant ce temps, les autorités continuent à cautionner les logements de luxe, et les locataires en difficultés ou les squatters/euses sont expulsés par la force. La répression ne résoudra pas les problèmes sociaux et ne saurait constituer une réponse à la recherche d'un autre mode de vie et d'habitation. Plus qu'un droit, le logement est un besoin fondamental pour chacun-e, et ne devrait pas être une source de profit.

Crise du logement, que faire?

▶ Si vous avez quelques économies, profitez des taux hypothécaires bas, empruntez, rejoignez les rangs des petits propriétaires et... priez de ne pas perdre votre emploi dans les 25 prochaines années!

▶ Si vous avez droit à un subventionné, inscrivez-vous sur des listes d'attente, et peut-être que dans 10 ou 20 ans vous serez parquéEs dans des tours en périphérie avec vue sur l'autoroute (Bourdonnette, Vennes, Blécherette,...) ou sur les axes routiers ultra-pollués du centre-ville (futur complexe du Rôtillon). Belle perspective d'amélioration de la qualité de vie prônée par l'Agenda 21 de la ville de Lausanne...

▶ Si vous êtes vraiment dans la dèche, recourrez aux services sociaux, ce qui vous entraînera dans la spirale des tracasseries administratives, sans qu'aucune solution véritable ne vous soit proposée.

▶ Si vous êtes du genre citoyeniste, récoltez des signatures pour l'ASLOCA, et attendez de vous faire rétamé aux prochaines votations par un peuple de loques-à-terre qui votent souvent contre leurs propres intérêts (refus de l'initiative pour des loyers loyaux).

Non, au-delà des pistons et de la débrouille pour régler des situations individuelles, il faut construire et opposer une résistance collective face aux profiteurs de la spéculation.

Soutenir les alternatives concrètes

Le mouvement squat est une sorte d'indicateur de la combativité dans le domaine de la lutte pour le logement. A travers les dix dernières années d'une histoire lausannoise mouvementée, il a tour à tour obligé des propriétaires à rénover et à louer des bâtiments laissés à l'abandon, dénoncé la politique des terrains vagues et la spéculation, poussé à la réalisation de contrat-de-prêt-à-usage par crainte d'occupations « sauvages », et permis à des personnes de se loger pendant parfois plusieurs années dans les squats eux-mêmes. De plus, il a offert la possibilité à de nombreux groupements et associations de se réunir ou d'organiser des événements en mettant à disposition des espaces collectifs.

Ces derniers mois une forte vague répressive s'est abattue sur les milieux squats. Les squats dérangeant, ils rendent visible le scandale des logements vides et de la spéculation, ils prônent par l'action directe la propriété d'usage contre la propriété privée, ils invitent tout un chacun à la grève des loyers, car les loyers sont un véritable racket légal. Dans un contexte où ils pourraient faire des émules dans la population, cela ne plaît pas aux autorités.

Ces dernières mettent en oeuvre des moyens de plus en plus offensifs contre les squats sous prétexte de respect de l'état de droit: descentes de police systématiques, interventions musclées des unités spéciales, fichage, acharnement juridique, intimidations, désinformation, etc.

Par cette politique de tolérance zéro, la municipalité rose-verte montre son vrai visage. Elle tente un coup de force pour museler la contestation et éradiquer les squats de la city-map. Les coups de balais peuvent cacher la poussière sous le paillason, mais la répression ne résoudra ni la crise du logement, ni la volonté d'habiter et de vivre différemment.

Pour les locataires, soutenir les squats est important, car comme le dit l'avocat responsable de l'ASLOCA genevoise Carlo Sommaruga « aujourd'hui, on s'en prend aux squatters. Demain, on délogera sans hésitation les gens les plus préférités de la société » (Le Courrier, 8/11/03).

Que font les autorités ?

Elles se gargarisent de quelques exemples de constructions récentes de subventionnés pour faire vibrer la fibre sociale de l'électorat (complexe



grisâtre de Prélaz, projet contesté du Rôtillon ou récemment les projets de logements et parkings à Malley ou à l'avenue d'Echallens), tandis qu'elles cautionnent le marché des logements de luxe pour ne pas perdre les contribuables aisés (quartier de Cour, Beau-Séjour, Marterey, etc.).

Parallèlement elles répriment toute tentative d'auto-organisation qui cherche des solutions. Le nouveau dogme des autorités pour se laver les mains des expulsions s'appelle « séparation des pouvoirs » (comprenez que l'ordre d'expulsion est un ordre juridique et non politique). Or quand un juge signe un ordre d'expulsion, c'est quand même l'exécutif politique qui choisit d'envoyer la police ou pas. Les autorités ne sont pas neutres dans ce grand jeu de Monopoly puisque la loi est le plus souvent du côté des propriétaires. La relégation des questions sociales au domaine pénal est la nouvelle politique des autorités.

Les squats ne répondant pas à la légalité, seule l'Association pour le logement des jeunes en formation (ALJF) fait office d'interlocuteur reconnu aux yeux de la municipalité. Or force est de constater que la présentabilité du contrat dit « de confiance » ne

A qui profite la crise?

« Pour qui cherche un logement, (la crise du logement) signifie de grosses difficultés. Pour un investisseur, cela veut dire le marché est attractif et que les prix vont rester orientés à la hausse même si la conjoncture économique faiblit. »

Le directeur d'un cabinet d'étude sur l'immobilier mandaté par la BCV en 2002

Il en est certains pour qui ce n'est pas la crise. Bernard Nicod a récemment déclaré que son entreprise est largement au-dessus de ses budgets (24Heures, 9/11/03). Quant au Groupe GECCO, il affiche selon ses propres dires « des résultats 2003 tout simplement excellents » (La Page n°36, janvier 2004).

suffit pas à convaincre les propriétaires à mettre leurs maisons à disposition, celles-ci restant vides. Depuis 2002, l'ALJF s'est réduite comme une peau de chagrin, malgré des actions spectaculaires, le lobbying dans la presse locale et le soutien des autorités. Ces dernières utilisent l'ALJF comme joker pour légitimer la répression des squats « sauvages », sans par ailleurs offrir grand chose aux « gentils »: avec la perte des maisons de Cour

11-13 il y a deux ans, près de la moitié des membres de l'ALJF n'ont pas été relogés. A chaque rentrée universitaire, il manque des centaines de chambres pour les étudiantEs.

Sans parler des personnes à bas revenus qui ne sont pas étudiantEs ou en formation, mais qui jusqu'à preuve du contraire ont aussi besoin d'avoir un toit...

La situation des petits locataires n'est guère plus enviable. La Ville se retranche derrière l'argument qu'elle ne peut pas imposer des locataires aux

gérances privées, mais les gérances de la Ville sont aussi pointilleuses les autres. Avec le nouveau projet de subvention au logement, les autorités proposent des avantages aux gérances qui acceptent des locataires «à problème». Si on peut louer la volonté de ne pas créer des ghettos, force est de constater que cette politique va entériner les hausses infernales des loyers: encre une fois, au final, les subventions au logement serviront plus à engraisser les propriétaires qu'à aider les locataires modestes!

Des arguments bidons

Selon une opinion en vogue, la crise actuelle serait due à l'inertie dans le domaine de la construction, malgré les coûts de la construction et les taux hypothécaires bas. Le fait est plutôt que les investisseurs estiment plus intéressant de construire des propriétés par étage (PPE) ou des villas, plutôt que des locatifs qui rapportent des bénéfices moins immédiats (peut-être veulent-ils attendre que les taux hypothécaires baissent encore). L'autre fait est que les collectivités publiques elles-mêmes sont mitigées. La densité de logement serait tellement grande qu'il n'y aurait plus de surfaces bâissables (l'argument fait sourire quant on sait qu'en Suisse, la surface totale de routes dépasse les surfaces d'habitation).

Refuser le parquage résidentiel

La pénurie tend à baisser les prétentions à une certaine qualité de vie que seraient en mesure d'exiger les habitantEs d'une ville. Le risque de se retrouver à la rue fait accepter d'habiter sur un axe routier bruyant et pollué, dans une tour en banlieue, dans des locaux exigus, sans lumière, devoir payer un loyer abusif ou subir les vexations des gérances, etc. Dans l'histoire de l'humanité, l'habitation est liée à la culture, aux relations sociales. Le fait d'avoir une emprise sur son milieu vital - la maison, le quartier, la ville - permet de développer la sociabilité, la convivialité, la vie quoi. Avec le parquage des corps dans des tours pré-fabriquées et impersonnelles, cela est devenu un privilège réservés aux riches. L'entassement dans des cages à lapins dessinées par des architectes qui n'y habitent jamais est la porte ouverte vers la dépossession, la désintégration sociale et le repli sur soi, avec comme corollaire la petite criminalité et l'insécurité qui font le terreau électoral de l'extrême-droite. Le droit au logement, oui donc, mais pas n'importe où et n'importe comment. Palaces avec balcons, vue et jardin pour toutes et tous!

Des pistes pour que tout ça change

- ▶ Les surfaces commerciales vides abondent. Avec les suppressions d'emplois et les restructurations dans le domaine de la finance et des assurances, des centaines de milliers de m² vont encore continuer à se libérer. Transformons-les en logements bon marché ou pour permettre des expériences de vie communautaire actuellement impossibles pour cause de pénurie aggravée des 4 pièces et plus.
- ▶ Mise sous pression des milieux politiques pour empêcher toute expulsion sans la garantie que des travaux de rénovation ne vont réellement débuter
- ▶ Par la répression, les autorités cherchent à diffuser dans la population que squatter est un acte criminel, voire terroriste. Le bon sens consisterait plutôt à s'étonner des armadas qu'on déploie contre

des personnes qui cherchent simplement à redonner aux maisons leur fonction première, l'habitat. La question du logement est une question sociale et non pénale!!

▶ Tant que les associations de locataires ne se radicaliseront pas et continueront à servir de tremplin

électoral à quelques figures de proue, rien ne va changer. Il faut (re)construire des syndicats de locataires d'action directe, investir la rue (et pas uniquement pour récolter des signatures), se mobiliser pour empêcher les expulsions que se soit de squats ou de locataires démunis, harceler les éluEs lors de débats publics, etc.

▶ Développement et soutien aux projets alternatifs (coopératives, architecture expérimentales, ...)

▶ Selon l'OFS, les loyers suisses, rapportés au pouvoir d'achat, sont les plus chers d'Europe. Les attaques contre le droit du bail et la pénurie ne vont pas stopper cette tendance. A quand des actions ou un grève généralisée des loyers pour sortir le logement du marché?

Le crime, ce n'est pas les squats, mais la spéculation!

Les profiteurs sont ceux qui font payer des loyers, pas celles et ceux qui n'en paient pas! Locataires et squatters/euses, solidaires!



REVENDICTIONS DE LA MANIF D'AUJOURD'HUI

STOP

- aux loyers abusifs et à la spéculation
- à la discrimination administrative des gérances
- aux expulsions dans les appartements comme dans les squats
- à la disparition des lieux conviviaux, culturels et alternatifs à but non lucratif sous les mégaprojets de supermarchés et parkings

POUR

- la transformation des locaux commerciaux vides en habitations
- la libération des logements du centre-ville actuellement squattés par les études d'avocat, les cabinets médicaux etc., et transfert de ces derniers dans les surfaces commerciales pléthoriques
- la baisse générale des loyers par l'indexation au prix réel d'entretien des maisons
- l'encouragement des solutions alternatives (coopératives autogérées, collocations, etc.)
- l'accès au logement pour les personnes sans-papiers, démunies, marginalisées, etc.
- une réflexion et un engagement politique clair en faveur des besoins sociaux plutôt que du profit d'une minorité

**Un logement décent pour tou-te-s!
Sortons le logement du marché!
Les maisons à celles et ceux qui les habitent!**

La manifestation est soutenue par Un toit pour tous, POP, ALJF, Intersquat, Tir Groupé, OSL, ADC, Collectif vaudois de soutien aux sans-papiers, Sleep-in, E la nave va, Coordinant anti-OMC, Collectif du Puits en exil, Espace autogéré, JSV, ASLOCA-Lausanne

Des expulsions de squats aberrantes

Quelques exemples de ce que la « justice » et les propriétaires entendent par « respect de l'état de droit » face aux squatters:

- Primerose 11, terrain vague pendant 9 ans, sur le point d'être remplacée par des bureaux
- Colline 2, rasé et remplacé par un parking de bennes et camions
- Martherey, rendu inhabitable pour éviter une occupation
- L'Oasis à Pully, rasé par la Coop pour agrandir le parking du supermarché
- L'Union à Prilly, rasé et remplacé par un escalier
- La Cité, rasée pour faire un projet immobilier très controversé dans le quartier
- Le Rôtillon (Le Puits et rue Centrale 34), rasé pour faire des subventionnés dans un des quartiers les plus pollués de la ville
- Les Aubépines et le Mont-d'Or, expulsés et toujours vides
- La Riposte à Malley, expulsée deux fois, rendue inhabitable (sanitaires détruits) et totalement murée
- Le Facteur à Renens, rasé le jour même

Quelle confiance?

Marterey, maison octroyée à l'ALJF. Le contrat de prêt-à-usage est résilié pour Noël au 31 décembre 1998 sous prétexte d'y loger des requérantEs d'asile, ce qui ne sera jamais fait. Les sanitaires, les installations électriques et les planchers sont sabotés pour éviter qu'elle ne soit occupée. En 2002, un article dans 24H laisse entendre qu'elle devrait être démolie pour laisser la place à six appartements de luxe. A ce jour, le bâtiment est toujours vide. Cet exemple illustre à merveille l'unilatéralisme des contrats dits « de confiance ».

Le chantage des plaintes

Lors des dernières occupations, la marge de "négociation" se réduit souvent à un départ "volontaire" des occupantEs contre le retrait des plaintes, souvent déposées par les propriétaires sur instigation de la police. Mais même là les proprios ne tiennent pas toujours parole, puisque dans plusieurs cas les plaintes ont été maintenues alors que les occupantEs avaient quitté les lieux (c'est notamment le cas de l'ECA à propos du squat de la Cité).

Toujours plus de ics, toujours moins de maisons

Les déploiements de police totalement disproportionnés deviennent de plus en plus la norme. La presse s'était fait un grand écho des 120 anti-émeutes pour délogés moins de 10 squatters à Prélaz en 2000. Depuis, équipement acquis pendant le G8 aidant, cela est banalisé. Par exemple le quartier de Malley totalement bouclé, y compris ralentissement des trains CFF, pour expulser la Riposte. Les violences policières lors des expulsions (Aubépines, Riposte) sont totalement couvertes ou niées par la Municipalité, pour qui se sont les rapports de police qui font foi (quelle impartialité).



Plus d'infos sur l'histoire des squats lausannois dans les T'Okup! précédents, www.squat.net/ea